

7 Octobre

18.

EUROPE.

N°



Monsieur le Ministre.

Les principes du
Président Wilson.

Les principes sur lesquels le Président Wilson propose de conclure la paix générale ont été imprimés par lui:-

le 3 Janvier 1918	{ Les 14 conditions }
le 11 Février 1918	{ Les 4 conditions }
le 27 Septembre 1918	{ Les 5 conditions }

-I p.j.-

J'ai fait faire, pour la commodité de l'Ambassade, une traduction de ces textes aussi proche que possible de l'Anglais.

Votre Excellence en trouvera, ci-inclus, deux exemplaires, auxquels je joins une table de référence avec indication des passages et des dates./.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

SON EXCELLENCE.
Monsieur PICHON.
Ministre des Affaires Étrangères.

PRINCIPES du PRÉSIDENT WILSON.

Principes Généraux.

Definition de la Justice.....	I.27.9.
Solution des cas particuliers.....	(I.11.2. II.27.9.
Solution des questions territoriales.....	II.III.II.2.
Aspirations des nationalités.....	IV. II.2.
Publicité des traités et négociations et suppression des conventions secrètes.....	(I.8.1. V.27.9.
Suppression des conventions particulières entre états faisant partie de la Ligue.	(III et IV. 27.9.
Ligue des Nations.....	XIV 8.1.
Limitation des Armements.....	IV. 8.1.

Conditions particulières.

Liberté des mers.....	II.8.1.
Liberté du commerce.....	(III.8.1. IV.27.9.
Colonies.....	(V.8.1. II et III. II.2.
Russie.....	VI.8.1.
Belgique.....	VII.8.1.
France-Alsace-Lorrains.....	VIII.8.1.
Italie.Frontières.....	(IX 8.1. IV.II.2.
Populations d'Autriche Hongrie.....	(X.8.1. IV.II.2.
Roumanie.....	(XI.8.1.
Serbie.....	(IV.II.2.
Monténégro.....	(
Empire Ottoman.....	(XII.8.1. IV.II.2.
Pologne.....	XIII.8.1.



LES PRINCIPES

du PRESIDENT WILSON.

- Les 14 conditions du 8 Janvier 1918 -

I.-Les traités de paix seront publics (ouverts) et négociés en plein jour. Après ces traités, il n'y aura plus d'arrangements internationaux secrets d'aucun genre, mais la diplomatie procédera toujours franchement et devant les yeux du public.

II.-Il y aura liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, sauf dans le cas où des mers seraient closes en tout ou en partie par une action internationale pour l'exécution de traités internationaux.

III.-Il sera procédé, dans la mesure du possible, à la suppression de toutes les barrières économiques et à l'établissement de l'égalité des conditions commerciales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir.

IV.-Des garanties adéquates seront données et prises en vue de réduire les armements nationaux au point le plus bas correspondant à la sécurité de chaque pays.

V.-Toutes les questions coloniales feront l'objet d'un ajustement absolument impartial conçu dans un esprit libre et ouvert et basé sur la stricte observation de ce principe: en réglant toutes les questions de souveraineté concernant les colonies, les intérêts des populations de ces territoires pèseront dans la balance d'un poids égal à celui des droits équitables du Gouvernement dont le titre doit être jugé.

VI.-Tout le territoire russe sera évacué et toutes les questions touchant la Russie seront réglées de manière à lui fournir la coopération la meilleure et la plus libre des autres nations du monde en vue de lui donner une occasion de fixer sans entraves, ni embarras, en toute indépendance, le sens de son évolution politique et son statut national et d'assurer à la Russie un accueil sincèrement cordial dans la Société des nations libres sous des institutions de son choix; et même de lui assurer plus qu'une bienvenue, mais aussi les assistances de tout genre dont elle peut avoir besoin et qu'elle peut elle-même désirer. Le traitement accordé à la Russie par les nations, ses soeurs, au cours des prochains mois, seront l'épreuve de leur bonne volonté, de leur compréhension des besoins russes distingués de leurs propres intérêts et de leur sympathie intelligente et désintéressée.



VII.-La Belgique, le monde entier en est d'accord, doit être évacuée et restituée sans tenter aucunement de limiter la souveraineté dont elle jouit en commun avec les autres nations. Aucun autre acte particulier ne peut contribuer autant que celui-là au rétablissement parmi les nations de la confiance dans les lois qu'elles ont elles-mêmes faites et établies pour régir leurs relations entre elles. Sans cette action guérissante, toute la structure et la solidité des lois internationales seraient à jamais ébranlées.

VIII.-Tout le territoire français doit être libéré et les parties envahies restituées; et le tort fait à la France par la Prusse en 1870, dans l'affaire de l'Alsace-Lorraine, tort qui a rendu précaire la paix du monde pendant près de 50 ans, doit être réparé, afin que

la paix soit une fois de plus assurée dans l'intérêt de tous.

IX.-Les frontières de l'Italie doivent être rectifiées en suivant des lignes clairement reconnaissables de nationalité.

X.-Les peuples d'Autriche-Hongrie, dont c'est notre désir de sauvegarder et assurer la place parmi les nations, doivent obtenir leur première occasion de développement autonome.

XI.-La Roumanie, la Serbie et le Monténégro doivent être évacués, leurs territoires occupés restitués; la Serbie doit obtenir un accès libre et sûr à la mer; et les relations entre eux des différents Etats Balkaniques doivent être réglées par libération amicale suivant les directions établies par l'histoire pour l'allégeance et la nationalité; et des garanties internationales tant de l'indépendance politique et économique que de l'intégrité territoriale des différents Etats Balkaniques devront être établies.



XII.-Aux parties turques du présent Empire Ottoman, une souveraineté sûre doit être assurée, mais aux autres nationalités actuellement sous ~~l'appui~~ pouvoir turc doivent être ouvertes d'une manière permanente et sous des garanties internationales aux navires et au commerce de toutes les nations.

XIII.-Un Etat Indépendant Polonais doit être fondé. Cet Etat comprendra les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises; un accès

libre et sûr à la mer lui sera assuré; son indépendance politique et économique et son intégrité territoriale seront garanties par traité international.

XIV.-Une Association Générale des Nations doit être constituée par des traités conclus à cet effet en vue d'accorder des garanties mutuelles d'indépendance politique et territoriale aux Etats petits et grands.

- Les 5 conditions du II Février 1918 -

I.-Chaque partie du Règlement Final doit recevoir une solution basée sur la justice essentielle de ce cas particulier et sur tels ajustements qui paraissent les mieux appropriés à assurer la permanence de la paix.

II.-Les peuples et les provinces ne doivent pas être échangés de souveraineté à souveraineté comme s'ils n'étaient que des meubles ou des pions dans un jeu, même dans le grand jeu, à jamais discrédité de la balance du pouvoir.

III.-Tout règlement territorial résultant de la guerre doit être fait dans l'intérêt et pour le bénéfice des populations intéressées et non comme une partie de simples ajustements ou compromis des prétentions des Etats Rivaux.

IV.-Toutes les aspirations nationales bien définies doivent recevoir la satisfaction la plus complète qui puisse leur être accordées sans introduire de nouveaux ou sans perpétuer les anciens éléments de discorde et d'antagonisme qui auraient chance dans l'avenir de rompre la paix de l'Europe et par conséquent du monde.



- Les 5 conditions du 27 Septembre 1918 -

I.-La justice impartiale à mesurer ne doit faire aucune différence entre ceux envers lesquels nous désirons être justes et ceux envers lesquels nous ne désirons pas être justes. Ce doit être une justice qui n'ait point de favoris et qui ne connaisse d'autres étalons que les droits égaux des divers peuples intéressés.

II.-Aucun intérêt spécial ou séparé d'une seule nation ou d'un groupe quelconque de nations ne peut être fait la base d'aucune partie du Règlement s'il n'est pas conforme à l'intérêt commun de tous.

III.-Il ne peut y avoir ni ligues, ni alliances, ni ententes ou traités spéciaux dans la famille générale et commune de la Ligue des Nations.

IV.-Plus spécialement, il ne peut y avoir ni combinaisons économiques, spéciales, égoïstes dans la Ligue, ni emploi d'aucune forme de boycottage ou d'exclusion économiques, sauf en tant que le pouvoir de la punition économique, par exclusion des marchés du monde puisse être dévolu à la Ligue des Nations elle-même comme un moyen de discipline et de contrôle.

V.-Tous les arrangements internationaux et traités de tous genres doivent être en leur entier portés à la connaissance du reste du monde./.

